



Avec les postiers de Fontaine : Défendons le service public

Parti Communiste Français - Section Fontaine Rive gauche du Drac

Un recul à grande échelle du service public postal dans notre ville !

Après la fermeture du bureau Louis Maisonnat, le 30 mars, la direction de la Poste poursuit à Fontaine la casse du service public :

⇒ Suppression d'au moins 5 tournées et allongement des autres.

⇒ Quarante facteurs et dix agents de la poste Marcel Cachin déplacés autoritairement vers le centre de tri de Sassenage.

⇒ Forte remise en cause du portage des colis à domicile.

Nous sommes tous perdants :

⇒ **Les usagers** : moins de postes = moins de facteurs = courriers distribués l'après-midi, retards, non distribution. Obligation de se déplacer pour aller chercher les colis...

⇒ **Les agents** : Dégradation des conditions de travail (allongement de la journée de travail, multiplication des déplacements) portant atteinte à la qualité du service rendu.

Une logique libérale qui vient de loin !

En 2009, lorsque le gouvernement Sarkozy décida, dans la logique des politiques libérales européennes, de transformer la Poste en Société Anonyme, nous alertions sur les dangers à venir de cette logique. Un référendum citoyen avait été organisé, plus de 2 millions de votants s'opposant à cette mesure. A Fontaine, ce sont près de 1300 citoyens qui s'étaient prononcés.

Aujourd'hui, nous constatons que les craintes que nous émettions deviennent réalité ! Aux côtés des postiers, faisons reculer ce projet !

Se battre ensemble

La nouvelle municipalité de Fontaine, avec son Maire, **Jean-Paul Trovero**, a décidé, conformément à ses engagements de campagne, d'être au premier rang de la bataille. Après avoir reçu les représentants des postiers et la direction de la Poste, une votation citoyenne sera organisée.



Nous vous appelons à y participer massivement !

La logique du privé contre l'intérêt général

Transport, santé, communication, énergie, éducation : **la proximité des services publics est un gage d'efficacité et de qualité.**

Cela s'oppose aux appétits des grands groupes financiers, qui ont, hélas, le soutien de nos gouvernements, même quand ils ont une direction socialiste comme aujourd'hui !

Cette situation n'est malheureusement qu'un épisode de plus dans la longue série de dépeçages des services publics.

Nous devons tourner le dos à ces politiques qui nous conduisent dans le mur, mettent en danger la cohésion sociale et engendrent de grandes souffrances pour les salariés de ces entreprises, qui ont choisi de s'engager pour le bien public et non d'engraisser les actionnaires !

